



AFRITAC de l'Ouest



**WEBINAIRE SUR LA CONJONCTURE AU PREMIER SEMESTRE 2021 ET
LES PREVISIONS MACROECONOMIQUES 2021-2024 DANS LES ETATS
MEMBRES DE L'UEMOA, AU CAP-VERT, EN GUINEE ET EN
MAURITANIE**

du 26 au 28 mai 2021

Points saillants

Mai 2021

Table des matières

POINT 1 : INTRODUCTION	2
POINT 2 : OUVERTURE DES TRAVAUX	2
POINT 3 : DEROULEMENT DES TRAVAUX DU WEBINAIRE	2
Session 1 : Communications-pays sur le diagnostic conjoncturel au second semestre 2020 et les prévisions 2020-2023	3
Session 2 : Conjoncture économique et perspectives économiques vues par les organisations sous régionales et internationales	14
POINT 4 : CLÔTURE DES TRAVAUX	16
ANNEXES :	17
ANNEXE 1 : PROGRAMME DES TRAVAUX	17
ANNEXE 2 : LISTE DES PARTICIPANTS	18

POINT 1 : INTRODUCTION

1. Un webinaire sur la conjoncture au premier semestre 2021 et les prévisions macroéconomiques 2021-2024 dans les Etats membres de l'UEMOA, au Cap-Vert, en Guinée et en Mauritanie s'est tenu, du 26 au 28 mai 2021. Ce webinaire a été organisé par la Commission de l'UEMOA, AFRISTAT et AFRITAC de l'Ouest.
2. Tous les Etats membres de l'UEMOA, ainsi que le Cap-Vert, la Guinée et la Mauritanie étaient représentés par des participants respectivement en charge de l'analyse conjoncturelle et de la prévision macroéconomique. Seul un représentant de la Mauritanie a participé aux travaux du webinaire. Des cadres de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), d'AFRISTAT, d'AFRITAC de l'Ouest, de l'Agence Monétaire pour l'Afrique de l'Ouest (AMAQ) et de la Commission de l'UEMOA ont également pris part aux travaux. (Cf. liste des participants en annexe).
3. Le séminaire avait pour objectif principal de faire le point de la conjoncture récente et des prévisions macroéconomiques 2021-2024 dans les Etats et de permettre, en outre, des échanges et discussions entre les participants, en vue de faire le point des effets de la pandémie sur leurs économies respectives. De manière spécifique, la rencontre visait à :
 - présenter la situation conjoncturelle récente et les prévisions de la période 2021-2024 des Etats, en vue de faciliter les travaux de suivi de la Commission de l'UEMOA, d'AFRISTAT, d'AFRITAC de l'Ouest, de la BCEAO et des autres institutions sous régionales et régionales ;
 - identifier, dans l'évolution récente de la conjoncture économique, les éléments qui déterminent le niveau des agrégats macroéconomiques de l'année 2021, et voir, dans quelle mesure, ils conduisent à réviser les prévisions pour les années 2021 à 2024, élaborées au premier semestre de l'année 2021 ;
 - partager l'expérience de chacun des Etats membres et des institutions régionales, ainsi que les bonnes pratiques dans ce contexte de pandémie.

POINT 2 : OUVERTURE DES TRAVAUX

4. Le mot d'ouverture des travaux a été prononcé par Monsieur Alioune THIOUNE, Directeur de Cabinet du Commissaire chargé du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE). Au cours de son intervention, il a d'abord remercié les autorités des Etats et institutions partenaires pour avoir accepté la présence des participants à la rencontre virtuelle. Ensuite, il a rappelé que les recommandations du webinaire seraient fidèlement transmises aux plus hautes autorités de la Commission, Il a aussi salué la coopération active entre la Commission de l'UEMOA et les autres institutions sous régionales et régionales et émis le vœu qu'elle se poursuive. Enfin, il a souhaité plein succès aux travaux et déclaré ouvert le webinaire sur la conjoncture au premier semestre 2021 et les prévisions macroéconomiques 2021-2024 dans les Etats membres de l'UEMOA, en Guinée et en Mauritanie.
5. Après cette intervention, les participants se sont présentés à tour de rôle.

POINT 3 : DEROULEMENT DES TRAVAUX DU WEBINAIRE

6. Après l'étape d'ouverture, le projet de programme de travail a été amendé et adopté. Les travaux ont, par la suite, été organisés en deux (02) sessions de présentation de

communications (Etats et Institutions) et leur modération a été assurée par Monsieur Kalidou THIAW, Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques de la Commission de l'UEMOA, Monsieur Serge Jean EDI, Coordonnateur du Département des Etudes et Synthèses Economiques à AFRISTAT et Monsieur Djoret Biaka TEDANG, Conseiller Résident en analyse macro-budgétaire à AFRITAC de l'Ouest.

Session 1 : Communications-pays sur le diagnostic conjoncturel au premier semestre 2021 et les prévisions macroéconomiques 2021-2024

7. Les onze (11) Etats présents ont exposé les évolutions de leurs indicateurs conjoncturels au premier semestre 2021 et les résultats des prévisions macroéconomiques sur la période 2021-2024.

8. Par Etat, les points saillants des communications peuvent se résumer comme suit :

a) Bénin

9. L'économie béninoise serait globalement moins affectée que prévue en 2020, grâce notamment à une stratégie de gestion innovante adoptée par le Gouvernement pour contrer la pandémie de COVID-19 et une reprise du trafic portuaire plus rapide que prévu au second semestre de 2020. Le taux de croissance devrait s'établir à 3,8% pour une prévision initiale pré-COVID-19 de 7,6% et une prévision révisée de 2,3%.

10. La dynamique observée au niveau de l'activité économique, en fin d'année 2020, devrait se poursuivre au premier semestre de 2021. Toutefois, quelques difficultés peuvent y être notées. Elles se rapportent notamment aux transactions avec le Nigéria, perturbées par les élections présidentielles qui se sont déroulées en avril 2021.

11. En effet, on note, au plan agricole, une campagne agricole 2020/2021 relativement bonne, avec une production cotonnière satisfaisante (+1,9%, par rapport à la campagne 2019/2020). De même, on a enregistré une accélération de la croissance des activités industrielles au quatrième trimestre 2020 (+8,0% après 6,8%), suivie d'une contraction des activités du commerce (-2,6%, après -7,0%) et un ralentissement des activités des autres services (+4,7%, après +16,1%), au cours de la même période. On peut relever une maîtrise des prix à la consommation (+2,0%) en avril 2021. Par ailleurs, on observe une poursuite du déficit de la balance commerciale de 28,7%, découlant du recul des exportations totales (-13,3%), malgré la hausse des importations de 9,4% au premier trimestre 2021. Sur cette base, la croissance devrait se situer autour de 6,0% en 2021, comme initialement projeté en septembre 2020.

12. En perspective, sur le moyen terme 2022-2024, il est attendu la poursuite de la politique de transformation structurelle qui a permis, depuis 2016, de révéler les potentiels réels des secteurs stratégiques de l'économie. Il s'agira donc de consolider ces acquis et de relever les chaînes de valeurs ajoutées pour le développement du secteur de la transformation, en particulier dans le domaine de l'agro-industrie. Quatre secteurs concentreront alors l'attention, en termes de priorité sur la période sous-revue. Il s'agit de l'agriculture, du tourisme, de l'économie numérique et de l'économie du savoir. Sur cette base, la croissance économique devrait se situer autour de 7,5% à l'horizon 2024, après 6,5% en 2022.

13. Les discussions se sont surtout appesanties sur le contenu de la stratégie de gestion innovante adoptée par le pays.

b) Burkina Faso

14. Au premier trimestre 2021, l'activité économique au Burkina Faso a été marquée par la dépréciation des cours du dollar par rapport au FCFA et le repli du cours mondial du pétrole, observés au niveau international. Malgré la poursuite de la baisse du cours mondial de l'or, l'un des principaux produits d'exportation du pays, la production industrielle d'or a augmenté de 30,2%, en glissement trimestriel, et de 31,2%, en glissement annuel, induisant ainsi une forte progression du secteur de l'extraction. Le cours mondial du coton a, quant à lui, augmenté de 16,3% au premier trimestre 2021, passant à 1994,7 dollars la tonne, contre 1715,6 dollars au trimestre précédent.
15. Le contexte national a été marqué par la poursuite de l'allègement des mesures de relance dans la lutte contre la COVID-19 et de la menace sécuritaire, notamment aux frontières Est et Nord du pays. Les prix à la production des principales céréales ont augmenté, tandis que ceux de l'élevage ont baissé. L'inflation a été maîtrisée, malgré une tendance à la hausse. Les transactions extérieures se sont traduites par une augmentation des exportations, accompagnée d'une baisse tendancielle des importations entamée depuis le deuxième trimestre 2020. Quant à l'exécution budgétaire, elle a fait ressortir, à fin mars 2021, un solde budgétaire en détérioration, comparativement au trimestre précédent.
16. L'activité économique enregistrerait, en 2021, une reprise de son rythme de croissance, avec un taux de croissance du PIB réel qui ressortirait à 7,0%, contre 2,5% en 2020. Cette croissance serait tirée principalement par les secteurs secondaire (+8,3%) et tertiaire (+7,9%).
17. La valeur ajoutée du secteur primaire progresserait de 3,5% en 2021, contre 5,7% en 2020. Cette performance serait soutenue principalement par le sous-secteur de l'agriculture vivrière (+6,1%). Les valeurs ajoutées des sous-secteurs « élevage et activités annexes à l'élevage » et « égrenage de coton » progresseraient respectivement de 2,8% et 2,1%.
18. S'agissant du secteur secondaire, sa valeur ajoutée afficherait une croissance de 8,3% en 2021, contre 6,7% en 2020, imputable principalement à la bonne tenue des industries extractives, avec la hausse de 8,6% de la production d'or. Quant au secteur tertiaire, il afficherait une croissance de sa valeur ajoutée de 7,9% en 2021, contre un repli de 2,5% en 2020. Il tirerait profit de la reprise de l'organisation de manifestations d'envergure internationale (FESPACO, NAK, Tour du Faso, etc.) et de l'appui aux acteurs de la culture et du tourisme. S'agissant de l'inflation, à la faveur de bons résultats de la campagne 2020-2021 et, sous l'hypothèse de la poursuite des mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère, l'inflation en moyenne annuelle devrait se situer à 1,6% en 2021.
19. L'exécution des opérations financières de l'Etat se solderait par une détérioration du déficit en 2021. En effet, le besoin de financement ressortirait à 5,1% du PIB, contre 4,8% du PIB en 2020.
20. Les transactions courantes avec le reste du monde se solderaient à +351,0 milliards de FCFA en 2021, soit une contraction de 398,8 milliards de FCFA sur un an. En pourcentage du PIB, l'excédent extérieur courant s'afficherait à 3,2% en 2021, contre 7,4% en 2020.
21. L'activité économique connaîtrait une croissance de 6,7% en 2022. Cette croissance serait tirée par les secteurs primaire (+8,7%), secondaire (+5,7%) et tertiaire (+5,0%).

Pour les années 2023 et 2024, l'activité économique enregistrerait une croissance de sa valeur ajoutée, respectivement de 5,2% et 4,0%. Cette croissance serait liée principalement à la performance du secteur primaire (+7,3%) en 2023 et en 2024.

22. Les échanges se sont surtout focalisés sur le ralentissement des secteurs secondaire et tertiaire durant la période sous revue.

c) Cap-Vert

23. La conjoncture récente a été marquée par :

- l'amélioration du climat des affaires, au premier trimestre 2021 ;
- la confiance accrue des opérateurs économiques et des ménages au premier trimestre 2021, par rapport au trimestre précédent;
- la poursuite de la tendance à la baisse du taux d'inflation ;
- la poursuite de la forte tendance à la baisse de l'activité touristique : le nombre de touristes entrés dans le pays a diminué de 96% au quatrième trimestre de l'année 2020, par rapport au même trimestre de l'année précédente ;
- les meilleures performances de croissance enregistrées au niveau du secteur de la construction ;
- l'augmentation de 4,0%, malgré la crise, des envois de fonds des migrants en décembre 2020, par rapport au même mois l'année précédente ;
- la forte baisse des exportations au premier trimestre 2021 ;
- la croissance négative de 14,6% enregistrée par le pays en 2020 ;
- La diminution de 23,8% des revenus de l'État au quatrième trimestre 2020, par rapport au quatrième trimestre 2019 ;
- l'augmentation de 4,4% des crédits à l'économie, malgré la crise, au premier trimestre 2021, par rapport au même trimestre de l'année précédente ;
- Le taux de chômage qui s'est établi à 14,5% en 2020 ;
- la production de 98 millions de Kwh d'électricité au premier trimestre 2021, soit une baisse de 7,6%, par rapport au même trimestre de l'année précédente ;
- la forte baisse des mouvements d'aéronefs (-72,9%) et des passagers (-85,9%), en raison de la pandémie de Covid-19 ;
- la diminution de 19,4% de la circulation des bateaux et de 13,5% de celle des marchandises, par rapport au même trimestre de l'année précédente.

24. Après une baisse du PIB de 14,8% en 2020, les perspectives économiques pour 2021 restent difficiles et incertaines, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, principalement pour les pays dépendants du tourisme. Le PIB réel devrait croître de 5,5%, compte tenu des effets de base et d'une légère reprise dans les secteurs. Dans un scénario plus défavorable, cette croissance ne devrait pas dépasser 3%, par rapport au résultat de 2020. Pour 2022, avec une plus grande dynamique du tourisme, le PIB avait crû de 6%. Les comptes publics et extérieurs continueront de montrer les effets négatifs de la pandémie.

25. En 2020, la baisse du nombre de touristes était de 75%. Pour 2021, le nombre de touristes devrait augmenter de 11% au maximum. Pour 2022 avec une amélioration du plan de vaccination, le nombre de touristes devrait augmenter de 194%. Malgré cette augmentation, le nombre de touristes reste faible, inférieur aux chiffres de 2011. En ce sens, les exportations devraient croître, en 2021 plus fortement en raison des exportations de biens et en 2020 principalement en raison des exportations de services avec une plus forte reprise dans le tourisme. La consommation privée bénéficiera de cette dynamique, dépassant les 5%. Les investissements, compte tenu de la forte augmentation en 2020, devraient ralentir la croissance. En termes d'offre, le secteur tertiaire croîtra au-dessus de 6% dans les deux années. Le secteur secondaire, bénéficiant de la reprise du tourisme, devrait croître respectivement de 3,1% et 4,7%. Le secteur primaire au cours de cette période devrait rester stable, avec une croissance inférieure à 1%.
26. Les niveaux de prix devraient rester contenus, se situant entre 0,0% et 0,8% en 2021 et entre 1,0% et 1,5% en 2022. Sur la base de ce résultat, il y a une amélioration de la demande au niveau national et sur les projections extérieures incorporent les augmentations des prix des matières premières, en particulier du pétrole. Le dollar américain devrait se situer autour de 93,6 escudos CVE en 2021 et 2022, après avoir atteint 97 escudos CVE en 2020.
27. En 2020, le déficit du compte courant est passé à 16,5% du PIB (contre 0,4% du PIB en 2019), reflétant la forte augmentation du déficit de la balance des biens et services (-102,4%), conjuguée aux améliorations enregistrées en Revenu primaire (+ 10,4%) et revenu secondaire (+ 7,3%). Pour 2021, le compte courant est toujours impacté par la dynamique moins favorable du tourisme, ainsi que par la décélération des envois de fonds des immigrés et l'augmentation des importations de biens et services, enregistrant un déficit d'environ 13,3% du PIB. Les réserves en mois d'importations seront également affectées, passant de 7,4 mois à 6,4 mois. Pour 2022, dans l'attente d'une plus grande dynamique du tourisme (passant des niveaux de 2005 en 2021 aux niveaux de 2012 en 2022) et par conséquent de l'amélioration des exportations de services, le déficit du compte courant devrait se réduire à environ 9,1% du PIB.
28. En 2020, le déficit public s'est accéléré, à 8,8% du PIB, plus 7,0 pp, par rapport à 2019, grâce aux mesures et actions visant à atténuer les effets socio-économiques de la pandémie actuelle et à la réduction des recettes totales de plus de 25%. Pour 2021 et 2022, les effets du COVID-19 seront toujours importants. Le niveau d'activité économique restera inférieur à 2019, affectant la collecte des recettes fiscales et non fiscales, couplé à l'augmentation des dépenses résultant d'une nécessité d'intervention de l'État dans l'économie dans le cadre de mesures de renforcement du système de santé et mesures économiques. Le déficit public devrait s'établir respectivement à 10% et 5,6% du PIB en 2021 et 2022. En conséquence, la dette publique, qui est passée de 124% du PIB en 2019 à 154,9% du PIB en 2020, devrait atteindre respectivement 155,5% et 149,5% du PIB en 2021 et 2022. Il est à noter que le stock de la dette intérieure représente 43,7% en 2021 et le stock de la dette extérieure représente 112,8%.
29. La performance des comptes extérieurs, notamment la réduction des réserves, combinée à un ralentissement du crédit à l'économie (3,7% en 2021 contre 4,8% en 2020) entraînera une baisse de la masse monétaire d'environ 2%. Ce ralentissement du crédit à l'économie et en particulier au secteur privé implique une réduction du rythme de

l'investissement privé national. Pour le crédit 2022, l'économie augmente de 3,9% et la masse monétaire de 1,5%.

30. La pandémie et la sécheresse présentent de grands risques pour les projections. Le Cap-Vert prévoit de vacciner 70% de la population d'ici la fin de l'année. Si la pandémie progresse au pays et à l'étranger, la reprise du tourisme sera retardée.

31. Les échanges ont surtout porté sur les éclaircissements demandés quant à la forte baisse observée au niveau des exportations.

d) Côte d'Ivoire

32. Dans l'ensemble, les points saillants de la conjoncture portent sur :

- une bonne tenue du secteur primaire (cacao, anacarde, ananas) ;
- un léger repli des activités industrielles ;
- une stagnation des activités de construction (BTP) ;
- une reprise des activités dans le secteur tertiaire, hormis le transport aérien ;
- un renchérissement des prix à la consommation ;
- un excédent commercial et une dégradation des termes de l'échange ;
- un accroissement de la masse monétaire et une hausse des crédits à l'économie.

33. Les activités économiques en 2020 ont évolué dans un environnement socio-économique marqué par la pandémie du coronavirus (Covid-19) qui a conduit à une récession économique mondiale. Ainsi, après un taux de croissance de 6,2% en 2019, l'économie ivoirienne a connu une hausse de 2% en 2020 contre une prévision initiale de 7,2%, soit une chute de 5,2 points de pourcentage en relation notamment, avec un environnement international moins favorable, marqué par les entraves au commerce international liées à la Covid-19, avec les mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre cette pandémie et surtout avec l'interruption de certaines activités économiques et le ralentissement du rythme de travail dû au confinement.

34. En 2021, la croissance de l'économie ivoirienne devrait se situer à 6,5 % en 2021, année du début de la mise en œuvre du PND 2021-2025, en lien, d'une part, avec la maîtrise de la pandémie de Covid-19, et d'autre part, avec le maintien de la stabilité socio-politique, la poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et la continuité dans la politique volontariste d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance.

35. Les prévisions de l'année 2021 sont fondées sur les points suivants :

- la maîtrise de l'épidémie à l'international et au niveau local ;
- la poursuite de la prise en charge de toutes les personnes infectées ;
- la poursuite de la reprise graduelle des activités économiques aussi bien à l'international qu'en interne ;
- la fin des perturbations subies par les circuits d'approvisionnement et l'accès aux débouchés.

36. Sur la période 2021-2025, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre du PND 2021-2025, à travers le renforcement de la qualité des institutions et la bonne gouvernance, le maintien de la stabilité du cadre macroéconomique, la réalisation de la

diversification et de la transformation structurelle de l'économie et l'accélération des réformes structurelles et sectorielles. Il s'agira également d'assurer la maîtrise de l'inflation, la bonne tenue des finances publiques et la soutenabilité de la dette publique.

37. Ainsi, sur la période 2021-2025, le taux de croissance ressortirait en moyenne annuelle à 7,7%. L'évolution de l'économie ivoirienne, suivant ses composantes, se présenterait comme suit :
38. L'inflation serait contenue à 1,4%, en moyenne, c'est-à-dire en dessous du seuil communautaire de 3%, grâce l'accroissement de l'offre de produits alimentaires, à la poursuite de l'amélioration des circuits de distribution et des voies de desserte agricoles, à un meilleur approvisionnement des marchés et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.
39. Au niveau des finances publiques, une hausse des recettes et dons est prévue à 19,4% et les dépenses totales et prêts nets sont prévus en hausse de 7,5%, dans un contexte d'amélioration progressive du déficit budgétaire qui devrait s'établir à 3,6%, en moyenne annuelle. La masse monétaire augmenterait de 10,9%, en moyenne annuelle, sur la période 2021-2025, sous l'effet conjugué des hausses des actifs extérieurs nets (+8,6%) et crédits intérieurs (+9,7%), dont les créances sur l'économie (+14,7). Le déficit du compte courant extérieur serait contenu (3% du PIB, en moyenne) et l'excédent du solde global ressortirait, en moyenne, à 0,9% du PIB.
40. Les discussions se sont surtout focalisées sur les plantations de café délaissées et les nouvelles spéculations privilégiées par les planteurs, en contrepartie.

e) Guinée

41. Globalement l'évolution des principaux indicateurs conjoncturels, observés au mois de mars 2021, reste appréciable dans plusieurs secteurs d'activité :
- les perspectives sont favorables pour la campagne agricole 2021/2022 ;
 - le secteur secondaire maintient une dynamique favorable, grâce à la bonne orientation de la production minière, notamment celle d'or (+301,7%) et celle de bauxite (+3,1%) ;
 - au niveau des finances publiques, le solde budgétaire global est ressorti excédentaire à fin février 2021 ;
 - le secteur monétaire reste marqué par le maintien du taux directeur à 11,5% et par une progression encore prudente de la masse monétaire ;
 - dans le secteur extérieur, le solde commercial est ressorti positif.
42. Les performances macroéconomiques de la Guinée ont été relativement satisfaisantes en 2020, malgré la propagation du coronavirus et la résurgence de la maladie à virus Ebola. La croissance économique serait toujours robuste de 5,2% en 2021 contre 7% en 2020. Sur la période 2021-2024, elle se situerait à 5,6% en moyenne annuelle, grâce au bon exploit du secteur minier. Toutefois, ce taux masque des disparités liées à la vulnérabilité des autres secteurs de l'économie aux chocs sanitaires.
43. Vu du côté de la demande, la croissance économique serait tirée par toutes ses composantes. La consommation finale devrait croître de 18,1% en 2021, en lien avec la hausse des revenus des ménages et la création d'emplois. Quant aux investissements, ils progresseraient de 13,2% en 2021, grâce par la poursuite de la construction des infrastructures. Les exportations et les importations de biens et services augmenteraient de 13,2% et en 10,4% 2021 et de 10,2% et de 11,9% en moyenne annuelle sur la

période 2022-2024, grâce à de la bonne tenue des activités extractives et manufacturières, sous l'impulsion du dynamisme de l'économie.

44. S'agissant le taux d'inflation en moyenne annuelle, il se situerait à 11,1% en 2021 puis à 9,5% et 8,8% respectivement en 2022 et 2024 contre 10,6 en 2020. La maîtrise de ce taux d'un chiffre serait possible grâce à la poursuite de la mise en œuvre des politiques budgétaire, monétaire et structurelles.
45. Concernant les Finances Publiques, le déficit budgétaire serait maintenu dans la limite de 3% du PIB sur la période conformément au critère de convergence de la CEDEAO, passant de -1,8% du PIB en 2021 à -1,2% du PIB en 2024 contre -4,1% du PIB en 2020, soit une moyenne de 2,3% du PIB.
46. La balance des biens devrait passer de 5 948,5 millions de dollars US en 2021 à 5 426,7 millions de dollars US en 2024, avec une hausse des exportations plus forte que celle des importations.
47. Quant au secteur monétaire, les agrégats monétaires seraient marqués par la hausse des avoirs extérieurs, la hausse du crédit intérieur et la consolidation de la masse monétaire. La masse monétaire se raffermirait de 12,4% en moyenne sur la période sous revue. Cette tendance serait soutenue la hausse de la monnaie en circulation de 11,9% en moyenne et des dépôts de 12,7%, en moyenne.
48. En ce qui concerne les perspectives macroéconomiques à moyen terme, elles ont été élaborées sous l'hypothèse que la poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Covid-19 (SNLC) 2020-2022 et de la politique nationale du Gouvernement pourrait continuer à soutenir l'économie guinéenne.
49. Les échanges ont surtout porté sur la faiblesse des réserves malgré un solde commercial largement excédentaire.
50. Les échanges ont surtout porté sur la faiblesse des réserves, malgré un solde commercial largement excédentaire.

f) Guinée Bissau

51. L'activité économique de la Guinée-Bissau a été marquée par :
 - la hausse de la production industrielle ;
 - la maîtrise de l'inflation ;
 - la croissance des échanges intérieurs ;
 - la croissance des échanges extérieurs (exportations de biens) ;
 - la détérioration de solde de la balance commerciale ;
 - l'amélioration des soldes budgétaires (de base et primaire) ;
 - la croissance de la masse monétaire et des crédits à l'économie ;
 - la croissance de la dette de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire ;
52. 51. Pour 2021, la performance de l'activité économique devrait se situer à 3,3%. La reprise de l'activité économique amorcée fin 2020 se poursuivrait, mais à un rythme lent et progressif. Le taux d'inflation moyen annuel devrait se situer à 1,4%.

Bien que les perspectives soient favorables, la structure de l'économie nationale reste très fragile en raison, entre autres, de sa forte dépendance vis-à-vis d'un seul produit (la

noix de cajou) qui est encore plus exporté à l'état brut. Cette dépendance expose plus des deux tiers de la population à des chocs sur les termes de l'échange.

Pour la période 2022-2024, la croissance annuelle moyenne du PIB réel devrait être de 5,2%, 5,5% et 5,7%. Les branches « agriculture », « autres industries », « commerce », entre autres, continueraient à jouer le rôle de stimulateur du PIB.

Les perspectives macroéconomiques pour la période 2021-2024 présentent une situation qui nécessite la poursuite et le renforcement des mesures pour assurer une amélioration progressive dans tous les secteurs, notamment au niveau des finances publiques.

g) Mali

53. Au 1er semestre 2021, le diagnostic conjoncturel laisse entrevoir une conjoncture globalement peu favorable. En effet, les productions de céréales et de coton ont affiché respectivement des baisses de 2,2% et 77,8% pour la campagne 2020/2021, par rapport aux quantités produites en 2019/2020, notamment en raison des baisses de superficies.
54. La production d'or est en recul de 4,2% à fin mars 2021, par rapport à fin mars 2020. La production industrielle hors extraction a, quant à elle, enregistré une baisse de 29,6% au quatrième trimestre 2020, par rapport à la période correspondante de 2019. Les indices du chiffre d'affaires (ICA) dans les services hors finances, le commerce et le BTP se sont repliés au premier trimestre 2021, par rapport au premier trimestre 2020, avec des taux respectifs de (-6,5%), (-33,5%) et (-42,0%).
55. L'inflation, au niveau national, s'est située à 1,7%, en mars 2021. Les recettes totales hors dons à fin mars 2021 ont affiché une hausse de 16,6%, par rapport à fin mars 2020, en lien avec la bonne performance des recettes fiscales. Quant aux dépenses totales et prêts nets, leur niveau a augmenté de 34,7%, par rapport à leur niveau de fin mars 2020. En ce qui concerne les transactions extérieures, on note une forte augmentation, à la fois, pour la valeur des importations (76,0%) et celle des exportations (80,6%), au premier trimestre 2021, par rapport au trimestre correspondant de 2020. Toutefois, on note une détérioration du taux de couverture au premier trimestre 2021, par rapport au premier trimestre 2020, soit 66,8%, contre 101,9%.
56. Les perspectives économiques 2021-2024 seraient prometteuses avec les nouvelles orientations des autorités face à l'impact de la pandémie de COVID-19, mais le pays est toujours confronté à une crise institutionnelle, sociale et sécuritaire. Il est attendu, inévitablement, une reprise des activités économiques, suite à la diminution considérable de la contamination de la COVID-19 grâce au respect des mesures barrières et à la vaccination en cours.
57. Après une contraction de 1,6% en 2020, la croissance du PIB serait de l'ordre de 5,8% en 2021, contre 4,3% initialement prévus. Ce niveau de croissance serait en lien avec la reprise des activités économiques, la relance de la culture du coton à travers des mesures incitatives et d'accompagnement des producteurs, notamment la fixation du prix du kilogramme de coton à 280 FCFA, celle des sacs d'engrais de 50Kg à 11 000 FCFA, pour faciliter l'atteinte de 820 000 tonnes pour la campagne à venir, et l'hypothèse d'une pluviométrie très favorable. Il est à noter que deux nouvelles mines vont rentrer en production, à savoir « Africain Gold Group » (AGG) et « New Gold ». Par ailleurs, certaines réformes sont en cours dans le cadre de l'élargissement fiscal, notamment les réformes foncières, la fiscalisation du secteur agricole, l'imposition des transferts de fonds et du commerce électronique. L'inflation devrait rester faible et largement inférieure à la norme communautaire de l'UEMOA qui est de 3%. Concernant

l'IHPC, son niveau s'est établi à 0,7% en glissement annuel moyen, en 2020. Il serait de l'ordre de 1,5% en 2021 et serait maîtrisée sur la période 2021-2024. Ceci, en liaison avec les performances du secteur agricole, surtout la reprise des activités économiques avec l'espoir du vaccin anti-COVID-19 et l'approvisionnement correct du marché.

58. Les recettes budgétaires seraient de 1767,7 milliards de FCFA en 2021, contre 1510,0 milliards de FCFA en 2020, soit une augmentation de 257,8 milliards de FCFA (soit +17,1%). Il est prévu, sur la période, une moyenne de 2020,3 milliards de FCFA. Le taux de pression fiscale serait de 15,5% en 2021, contre 14,4% en 2020. Il serait de l'ordre de 17,0% en 2024. Ces différents niveaux sont dus au changement du calcul de base du PIDE même, les dépenses budgétaires sont ressorties à 2566,5 milliards de FCFA en 2021, contre 2183,4 milliards de FCFA en 2020, soit une hausse de 17,5%. Elles seraient de 2708,0 milliards de FCFA, en moyenne, sur la période. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB ressortirait, en moyenne, à 44,9% sur la période.
59. Les soldes budgétaires dons inclus (en % du PIB) ressortiraient respectivement à -5,6% en 2021, à -4,6% en 2022 pour atteindre -3,1% en 2024. Le solde global de la balance des paiements serait estimé à -45,6 milliards de FCFA en 2021, contre un solde excédentaire de 440,4 milliards en 2020. Il est attendu en 2024 un solde de -140,9 milliards de FCFA.
60. Les échanges ont essentiellement porté sur la prise en compte de la situation sociopolitique actuelle et ses implications sur les projections macroéconomiques.

h) Mauritanie

61. Globalement la conjoncture est marquée par :

- une pluviométrie excédentaire, d'où un bon comportement de l'élevage et une amélioration de la production agricole de 45%, en 2020, comparée à 2019 ;
- un repli des activités du secteur primaire, avec un recul de 10% de la pêche industrielle, au premier trimestre 2021, par rapport au même trimestre de 2020. On note, par ailleurs, une baisse de la production d'or (-12%) et de cuivre (-11%), tandis que la production de fer est en hausse de 2,5%. Sur la même période, la production d'électricité serait en baisse de 10%, alors que la production d'eau serait en hausse de 32% ;
- au premier trimestre 2021, la production industrielle est ressortie en baisse (-3,4%), en glissement annuel, tirée par les industries extractives (-5%) et l'énergie (-4%) ;
- un recul des activités des BTP ;
- la reprise des activités de transport routier et aérien ;
- l'inflation persiste ;
- le déficit commercial s'améliore ; et
- le déficit public se poursuit.

i) Niger

62. La situation conjoncturelle économique est globalement favorable au premier semestre 2021. Elle marquée par :

- une hausse de la production prévisionnelle céréalière (2020/2021) de 5%, par rapport à celle de 2019/2020 ;

- la hausse de l'IPI (4ème trimestre 2020) ;
- la baisse de la production de l'uranate (4ème trimestre 2020) ;
- la hausse de la production de pétrole (4ème trimestre 2020) ;
- l'accroissement des recettes budgétaires ;
- une inflation modérée, légèrement en dessus de la norme communautaire de 3% ;
- une dégradation du déficit commercial.

63. L'activité économique continuerait d'être favorable en 2021, malgré la situation de la pandémie de Covid-19 et les menaces sécuritaires sur le territoire national. La reprise attendue de tous les secteurs d'activité et la poursuite des investissements publics porteraient la croissance économique à 5,5% en 2021, contre 3,5% en 2020. Elle devrait se situer à 7,1% en 2022 et 12,6% en 2023, pour atteindre 7,1% en 2024.

j) Sénégal

64. L'activité économique du Sénégal est marquée, au quatrième trimestre 2020, par une croissance du PIB en volume, corrigé des variations saisonnières (PIB-CVS), de 1,4%, par rapport au troisième trimestre 2019 et une hausse de 14,7% de la production industrielle au premier trimestre de 2021, relativement à la période correspondante de 2020. L'augmentation du PIB est imputable à l'accroissement des valeurs ajoutées des secteurs primaire (+1,8%), secondaire (+1,2%) et tertiaire (+2,4%) et à l'amélioration de la production industrielle, elle-même due aux performances notées dans les industries extractives (+40,6%), manufacturières (+19,7%) et environnementales (+12,1%).

65. Au titre des prix, il est noté une hausse des prix à la consommation (0,2%) en avril 2021 et une augmentation des prix à la production industrielle de 3,0%, en relation avec l'augmentation des prix des produits manufacturiers, notamment les produits chimiques, agroalimentaires, métallurgiques et de fonderie.

66. S'agissant des échanges extérieurs, ils ont affiché une hausse des exportations (14,8%) et des importations (40,3%), ainsi qu'une amélioration du solde commercial, en mars 2021. Comparativement au premier trimestre 2020, les exportations ont augmenté de 2,9%, tandis que les importations se sont améliorées de 18,2% et, en conséquence, le solde commercial s'est amélioré au premier trimestre 2021.

67. L'année 2020 a été particulièrement marquée par la pandémie du coronavirus. A l'image des autres économies du reste du monde, l'économie sénégalaise a bien subi les contrecoups de cette crise sanitaire qui a affecté la marche de l'économie sénégalaise, comparativement à la dynamique de la croissance observée sur la période 2014-2019. Dès l'apparition des premiers cas, les mesures d'urgences prises par les autorités, à travers, notamment, la fermeture des frontières, la suspension des enseignements dans les écoles et universités, la limitation du transport interurbain et l'instauration d'un couvre-feu ont durement affecté l'activité économique. Ainsi, les sous-secteurs du transport, du tourisme, de l'éducation et du commerce ont été durement touchés. Toutefois, les autorités ont très tôt pris des mesures de politique économique et sanitaires, à travers le programme de résilience économique et sociale (PRES) ; lesquelles mesures ont jugulé les impacts sur l'économie.

68. Au terme de l'année, la croissance du PIB est estimée à 1,5% contre une projection de baisse de 0,7% retenue au mois de septembre dernier. Cette croissance est essentiellement tirée par la bonne tenue du secteur agricole, avec une croissance de

plus de 23%, en liaison avec la forte augmentation de la production d'arachide et des céréales. Parallèlement, le PIB non agricole s'est contracté de 0,8%.

69. Au titre de l'inflation, l'IPHC est ressorti en hausse de 2,5% sur l'année, en liaison aussi bien avec la hausse des prix des produits locaux (+2,6%) que de celle des produits importés (+1,5%).

70. Pour ce qui est des finances publiques, il est ressorti un creusement du déficit budgétaire à 6,4%, contre une prévision initiale de 3,0% dans la LFI 2020. Cette détérioration est essentiellement expliquée par les mesures de politique économique mises en œuvre par les autorités pour réduire l'impact de la pandémie.

71. En perspectives, la croissance économique devrait mieux se porter en 2021, avec la reprise attendue de l'économie mondiale face aux efforts de maîtrise de la pandémie et les espoirs portés sur la vaccination en masse des populations. En interne, l'activité devrait également bénéficier de la mise en œuvre du PAP2A pour booster la croissance avec la poursuite des investissements structurants. Globalement, en 2021, la croissance est projetée à 3,7%. Elle serait portée par le regain attendu dans les secteurs secondaire et tertiaire. Le secteur primaire, pour sa part, devrait consolider son dynamisme observé au cours des années antérieures. Ces projections demeurent prudentes, compte tenu des risques liés, entre autres, à l'évolution de la crise sanitaire qui perdure avec de nouvelles variantes du virus, aux développements de la recherche de vaccins et au programme de vaccination y adossé, à l'échelle mondiale, mais également au plan intérieur, à la lenteur dans l'exécution des projets et dans la mise en œuvre des réformes.

k) Togo

72. La conjoncture au premier trimestre de 2021 a été marquée par une renaissance d'espoir en ce qui concerne la maîtrise de la situation pandémique liée à la Covid-19, en raison de la baisse des contaminations liée au virus, couplée à la poursuite de la campagne de vaccination. S'agissant du niveau des activités, on note une reprise au sein de la plupart des branches économiques ; en l'occurrence celles du transport, de l'hébergement et de la restauration et de l'éducation. Le trafic portuaire s'est affiché en hausse de 65,5%, en glissement annuel, au mois de février 2021. Le commerce extérieur est marqué, en glissement annuel, par une baisse des exportations de 6,47% et une hausse des importations de 21,18%. La masse monétaire a enregistré une hausse de 5,4%, en glissement annuel, au mois de février 2021. En ce qui concerne les prix à la consommation, il en ressort que l'inflation s'est établie à 2% en avril 2021. Elle a été portée par la hausse des prix des produits locaux. Il est également noté un retard pour le démarrage de la campagne agricole 2021/2022 pour cause du retard de la pluviométrie, particulièrement dans le sud du pays. Ceci peut affecter négativement les activités agricoles de la première saison.

73. L'économie togolaise devrait connaître une reprise en 2021. Les hypothèses qui sous-tendent cette projection sont les suivantes : (i) un contexte mitigé à l'international ; (ii) une maîtrise de la situation pandémique avec le lancement officiel de la campagne de vaccination par le gouvernement, le 10 mars 2021 ; (iii) un soutien à l'agriculture via des mesures en faveur des entreprises dudit secteur ; (iv) une prise en compte des projets de réformes prioritaires contenus dans la feuille de route du gouvernement « Togo 2025 » ; et (v) une augmentation de l'investissement public et de la consommation publique finale. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel serait de 4,8% en 2021. Cette croissance serait portée par les branches « Fabrication de textiles » (5,5%) ; « Construction » (5,2%) ; « Élevage et chasse » (5,1%) ; « Pêche et aquaculture » (5,1%) ; « Santé humaine et action sociale » (5,0%). La situation

budgétaire serait déficitaire avec des hausses des recettes totales et des dépenses totales respectives de 10,1% et 4,7%. Les échanges extérieurs du Togo seraient caractérisés par un solde courant déficitaire, avec des exportations et des importations en hausse. La masse monétaire, quant à elle, progresserait de 6,6%.

74. En perspective, de 2022 à 2025, le PIB nominal passerait de 5036 milliards de FCFA en 2022 à 6592,8 milliards en 2025. La croissance moyenne annuelle du PIB serait de 7,1%. Elle serait soutenue par les branches « agriculture », « activités immobilières », « autres activités manufacturières », « produits alimentaires ». Les finances publiques devraient connaître, sur la période, une tendance haussière des recettes totales et des dépenses, avec une amélioration du déficit budgétaire. S'agissant du commerce extérieur, le solde commercial resterait toujours déficitaire.
75. Les échanges se sont surtout appesantis sur la prise en compte de la production de phosphate en 2021 et la question des rapports avec le Nigéria.

Session 2 : Conjoncture économique et perspectives économiques vues par les organisations sous-régionales et internationales

(i) Conjoncture économique régionale présentée par la BCEAO

76. La BCEAO a, dans sa présentation, indiqué que l'activité économique au sein de l'Union a poursuivi son redressement, au cours du premier trimestre 2021, après le ralentissement observé en 2020, en lien avec les effets de la crise sanitaire de la Covid-19. En effet, sur la base des indicateurs conjoncturels suivis par la BCEAO, les activités marchandes de l'économie de la région augmenteraient de 6,0% au premier trimestre 2021, après une réalisation de +1,4% en 2020 et de +5,5% en 2019. Le dynamisme de l'activité économique a été relevé dans l'ensemble des secteurs d'activité, à l'exception du secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), où la contraction de l'activité s'est poursuivie au cours du premier trimestre 2021. Cette situation s'explique par un retour à la normale, suite aux mesures prises par les Autorités de l'Union pour soutenir l'activité économique, conjuguées aux campagnes de vaccination pour endiguer la pandémie de la Covid-19 et rétablir la confiance des investisseurs et de la population affectée par cette crise sanitaire.
77. En outre, les économies de l'Union ont évolué dans un contexte marqué par la reprise de l'activité économique à l'échelle mondiale, du fait notamment des mesures prises par les différents Etats en vue d'alléger les restrictions et la généralisation de la vaccination contre la Covid-19. La reprise progressive de l'activité économique touche l'ensemble des partenaires commerciaux de l'Union. Les cours des produits de base exportés par les pays ont poursuivi leur tendance haussière, avec une nette accélération en avril et mai 2021.
78. L'inflation s'est établie à 2,2% au premier trimestre 2021 et à 3,1% en avril 2021, après une réalisation de 2,1% en 2020. La hausse du niveau général des prix à la consommation est essentiellement imputable au renchérissement des produits alimentaires. La situation monétaire à fin mars 2021 est caractérisée par une augmentation de 21,5%, en rythme annuel, de la masse monétaire, tirée par les actifs extérieurs nets (+34,7%) et les créances intérieures (+16,5%). La situation extérieure des pays de l'Union s'est dégradée, avec l'augmentation du déficit commercial et du compte courant hors dons. Le déficit budgétaire a enregistré une nette amélioration au cours du premier trimestre 2021, comparé à la même période de 2020. En effet, le déficit s'est réduit, passant de 5,7%, au quatrième trimestre 2020, à 3,0%, au premier trimestre 2021.

79. En perspective, à l'instar des pays partenaires commerciaux de l'Union et selon les récentes prévisions de la BCEAO et des institutions internationales (FMI, Banque Mondiale, etc.), il est attendu une reprise de l'activité économique en 2021, après le ralentissement enregistré en 2020. La croissance de l'activité économique attendue dans les pays de l'UEMOA se situerait à 5,3% en 2021 et 6,7% en 2022. Les prévisions d'inflation ne laissent pas entrevoir de tensions particulières sur l'évolution future des prix à la consommation, à l'exception des inquiétudes liées à l'environnement international (hausse continue des prix internationaux des produits alimentaires). Il est attendu une décélération du taux d'inflation qui s'établirait à 2,0% en 2021 et à 1,7% en 2022, après une réalisation de 2,1% en 2020. La consolidation de l'activité économique dans les Etats membres de l'Union, dans un contexte international de retour de la croissance, nécessite la consolidation des mesures mises en place dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, la poursuite de la promotion du secteur privé et l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques.

(ii) Situation économique et financière 2020 dans l'UEMOA et perspectives

80. La Commission a rappelé, dans sa communication, que le pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité (PCSCS) étant suspendu, elle ne pouvait présenter un état de la convergence en 2020. Pour ce qui est de la situation économique et financière, on peut noter que l'Union enregistrerait un taux de croissance de 1,5% en 2020, contre 5,8% en 2019, en raison de l'impact de la crise sanitaire du Covid-19 qui n'a épargné aucun des pays de la zone. Le taux d'inflation se situerait à 2,1%. Au plan financier, le déficit global dont on s'attendrait à 5,4%, contre 2,4% en 2019, sous l'effet de la régression des recettes totales, notamment fiscales, et de la progression des dépenses totales et prêts nets.

81. Dans l'hypothèse de fin de la pandémie au cours de l'année 2020, le taux de croissance devrait se redresser en 2021 pour atteindre 5,5% et la dynamique de croissance se poursuivrait jusqu'en 2024.

82. Les discussions se sont focalisées sur les écarts entre certaines données de la Commission et celles des Etats qui proviennent de la non transmission à bonne date des données révisées aux institutions.

(iii) Communications d'AFRISTAT sur l'environnement international

83. Le représentant d'AFRISTAT a fait un point rapide de l'évolution de la conjoncture internationale au premier semestre 2021. Il en ressort :

- des perspectives mondiales qui annoncent une reprise générale des activités un peu ralenties par les incertitudes autour de l'évolution de la pandémie ;
- des taux d'intérêt qui se relèvent progressivement sur les marchés bancaires des pays développés ;
- une reprise des prix des produits de base ;
- une reprise du commerce international ;
- une montée inflationniste, surtout dans les pays du G7.

POINT 4 : RECOMMANDATIONS

84. Les participants au webinaire sur le point de la conjoncture récente et les prévisions macroéconomiques 2021-2024 dans les Etats membres de l'UEMOA, au Cabo Verde, en Guinée et en Mauritanie ont formulé les recommandations ci-après :

1. A l'attention des Etats

- a) transmettre systématiquement les données aux institutions, après chaque révision ;
- b) lire avec attention les termes de référence transmis par la Commission et AFRISTAT, avant chaque séminaire, afin d'avoir une idée précise de ce qui leur est demandé ;
- c) faire des efforts et prendre des dispositions pour fournir des données sur le semestre objet du séminaire ou webinaire ;
- d) respecter le canevas des présentations communiqués par AFRISTAT et la Commission, avant chaque séminaire ou webinaire ;
- e) partager les études menées sur l'impact de la Covid-19 avec les institutions.

2. Aux institutions :

- f) organiser les séminaires du premier semestre au cours de la première quinzaine du mois de juin ;
- g) organiser un atelier sur les méthodes d'analyse de l'impact de l'évolution de la pandémie sur les économies des Etats.

POINT 5 : CLÔTURE DES TRAVAUX

85. La clôture des travaux a été prononcée par Monsieur Kalidou THIAW, Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques. Il a adressé ses sincères remerciements aux participants pour le travail abattu au cours de ces trois (03) jours. Il a, ensuite, assuré les participants de l'accompagnement continu de la Commission en matière de renforcement des capacités dans les domaines de l'information et de l'analyse conjoncturelles afin de permettre aux autorités de prendre des décisions optimales. Enfin, il a déclaré clos les travaux du webinaire.

ANNEXES

ANNEXE 1 : PROGRAMME DES TRAVAUX

Heure	Sujets	Présidence et Responsables
JOUR 1 : Mercredi 26 mai 2021		
9h00 – 9h30	Mots de Bienvenue et Présentation des participants	Commission de l'UEMOA, AFRISTAT, AFRITAC de l'Ouest
9h30 – 10h10	Communications pays : Togo, Bénin	Présidence : Commission de l'UEMOA Togo, Bénin
10H10 – 10H30	Synthèse des questions et réponses	Présidence : Commission de l'UEMOA Togo, Bénin
10H30-11H10	Communications pays: Sénégal, Burkina Faso	Présidence : AFRISTAT Sénégal, Burkina Faso
11H10 – 11H30	Synthèse des questions et réponses	Présidence : AFRISTAT Sénégal, Burkina Faso
11H30 – 12H10	Communications pays : Niger, Côte d'Ivoire	Présidence : AFRISTAT Niger, Côte d'Ivoire
12H10 – 12H30	Synthèse des questions et réponses	Présidence : AFRISTAT Niger, Côte d'Ivoire
13H00	Fin de la première journée	
JOUR 2 : Jeudi 27 mai 2021		
9H30 – 10H10	Communications pays: Guinée Bissau, Mauritanie	Présidence : AFRITAC de l'Ouest Guinée Bissau, Mauritanie
10H10 – 10H30	Synthèse des questions et réponses	Présidence : AFRITAC de l'Ouest Guinée Bissau, Mauritanie
10H30- 11H10	Communications pays: Mali, Guinée	Présidence : AFRITAC de l'Ouest Mali, Guinée
11H10 – 11H30	Synthèse des questions et réponses	Présidence : AFRITAC de l'Ouest Mali, Guinée
11H30 – 12H00	Communication Cap-Vert (présentation 15 min suivie de questions-réponses 15 min)	Présidence : CEA/BSR-AO Cap-Vert
12H00 – 12H30	Synthèse de la conjoncture dans les Etats (présentation 15 min suivie de questions-réponses 15 min)	Présidence : CEA/BSR-AO AFRISTAT
12H30-13H00	Conjoncture régionale vue de la BCEAO : Présentation et discussions (présentation 15 min suivie de questions-réponses 15 min)	Présidence : CEA/BSR-AO BCEAO
13H00	Fin de la deuxième journée	
JOUR 3 : Vendredi 28 mai 2021		
9H30 – 10H00	Etat de la Convergence dans l'UEMOA (présentation 15 min suivie de questions-réponses 15 min)	Présidence : BCEAO Commission de l'UEMOA
10H00 – 10H30	Autres interventions : CEDEAO, CEA/BSR-AO, AMAO (présentation 15 min suivie de questions-réponses 15 min)	Présidence : BCEAO CEDEAO, CEA/BSR-AO, AMAO
10H30 – 11H30	Points techniques, Questions diverses, recommandations et perspectives (présentation suivie de questions-réponses)	Présidence : UEMOA AFRITAC Ouest,
11H30 – 12H00	Clôture des travaux du séminaire	Présidence : UEMOA

ANNEXE 2 : LISTE DES PARTICIPANTS

	PAYS ET INSTITUTIONS	REPRESENTANTS	E-mail
1	Bénin	FADO Cagniu Alexis	afado@insae-bj.org
		Gildas Alban KOUTCHADE	gildaskoutchade@yahoo.fr
2	Burkina Faso	Christine SONDO NAKOULMA	christinesondo@yahoo.fr
		Issaka NIANGAO	niangaoiss@yahoo.fr
3	Côte d'Ivoire	Yaya SANOGO	drsanyaya@yahoo.fr
		Clémence TOTO	totoclemence1@gmail.com
4	Guinée Bissau	Laudimila Caty Silva CAMARA RICCIULLI	laudimilac@gmail.com
		Paulino GOMES	paulgomes75@hotmail.com
5	Mali	Seydou CISSE	ciseydou2004@yahoo.fr
		Zoumana SANGARE	zousangare2005@yahoo.fr
6	Niger	Bliyaminou MAMANE ISSA	bilyamine2005@gmail.com
		Sitou BALARABE MAHAMAN	sitoubalarabem@gmail.com
7	Sénégal	Fodé DIEME	diemfod@live.fr
		Amath DIAGO	diagoamath@yahoo.fr
8	Togo	Prenam AVEYA	aveyaprenam@gmail.com
		AGBOKA Komi Venunye	kagboka70@gmail.com
9	Cabo Verde	Jailson da Conceicao Teixeira OLIVEIRA	jailson.Oliveira@mf.gov.cv
		Fernando ROCHA	Fernando.Rocha@ine.gov.cv
		João CARDOSO	Joao.Cardoso@ine.gov.cv
10	Guinée	Moriké KEITA	keitamorike88@yahoo.fr
		Elhadj Naby SYLLA	syllaelhadjnaby2013@gmail.com
11	Mauritanie	Ibrahima Mohamedou BALL	ibball@bcm.mr
		Abdoulaye WONE	ABWONE@hotmail.fr
12	BCEAO	Ango ISSA ZANGO	azango@bceao.int
		Kailla ELHADJI INKAN KAILLA	ehinkan@bceao.int
13	AMAO	Médard DJINKPO	mdjinkpo@amao-wama.org
14	AFRITAC de l'Ouest	Djoret BIAKA TEDANG	DBiakaTedang@imf.org
15	AFRISTAT	Serge Jean EDI	edi@afriostat.org
14	COMMISSION UEMOA	Kalidou THIAW	kthiaw@uemoa.int
		Soumana HAROUNA IDE	shide@uemoa.int
		Paterne GNAZALE	pgnazale@uemoa.int
		Kouakou Hippolyte KONAN	khkonan@uemoa.int
		Aba CAMARA	acamara@uemoa.int